

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n^o 33

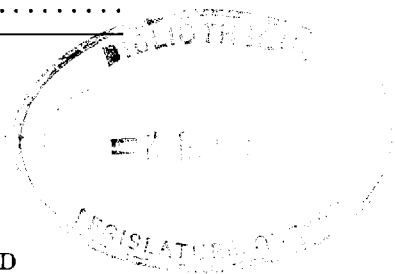
**Loi modifiant diverses dispositions législatives
concernant les municipalités**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES LÉONARD

Ministre des Affaires municipales



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie diverses lois concernant les municipalités de façon à apporter une solution à certains problèmes de fonctionnement qu'elles rencontrent.

En particulier, ce projet de loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et le Code municipal de façon à aplanir certaines difficultés qu'auraient pu rencontrer les municipalités régionales de comté lors de leur constitution. Par exemple, le pouvoir des M.R.C. de déléguer partiellement leur compétence en matière d'évaluation foncière sera précisé, pour ne pas briser inutilement la continuité du travail commencé par les évaluateurs des actuelles corporations de comté. De plus, des amendements sont apportés pour faciliter la participation des cités et villes aux activités des M.R.C.

Enfin, ce projet de loi précise le pouvoir des municipalités de se regrouper, notamment au sein d'une régie intermunicipale, pour fournir des services de police à la population.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- 1° le Code municipal;
- 2° la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- 3° la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72);
- 4° la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8);
- 5° la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);
- 6° la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1);
- 7° la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, chapitre 51);
- 8° la Loi sur la fiscalité municipale (1979, chapitre 72);

9° la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (1980, chapitre 10);

10° la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83);

11° la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84);

12° la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85);

13° la Charte du village de Deauville (1916, 2^e session, chapitre 86);

14° la Charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac (1942, chapitre 90);

15° la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89);

16° la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98); et

17° la Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais (1979, chapitre 95).

Projet de loi n° 33

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 du Code municipal est remplacé par le suivant:

«**1.** Le Code municipal du Québec s'applique à tout le territoire de la province, sauf dérogation contenue dans une charte spéciale accordée par la Législature à une municipalité. Il ne s'applique pas aux cités et villes, à moins qu'il n'en soit autrement prévu par la loi.».

2. L'article 3 de ce code, remplacé par l'article 247 du chapitre 51 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les municipalités de comté et les municipalités régionales de comté peuvent comprendre des municipalités de campagne et de village; les municipalités régionales de comté à qui ont été délivrées des lettres patentes en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme peuvent aussi comprendre des municipalités de cité ou de ville ne faisant pas partie d'une communauté urbaine ou régionale ainsi que des municipalités constituées en vertu de la Loi sur l'organisation municipale de certains territoires (L.R.Q., chapitre O-8).».

3. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 3, du suivant:

«**3a.** Pour les fins de l'exercice par une municipalité régionale de comté d'une fonction autre que celles visées au deuxième alinéa de l'article 188 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une cité ou une ville dont le territoire fait partie de celui de la municipalité régionale de comté est réputée être une corporation locale.

Les dispositions du présent code nécessaires pour les fins mentionnées au premier alinéa s'appliquent en les adaptant à ces cités et villes.».

4. L'article 16 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1922 (1^{re} session), l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1923-24, l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1938, l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1942, l'article 58 du chapitre 59 des lois de 1949, l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1977 et l'article 268 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Les termes «municipalité rurale» ou «municipalité de campagne» désignent les municipalités de paroisse, de partie de paroisse, de canton, de partie de canton, de cantons-unis, et généralement toute municipalité locale autre qu'une municipalité de village;»;

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

«4. Le mot «local», quand il qualifie les mots «municipalité», «corporation», «conseil» et «conseiller», désigne, suivant le cas, un conseil, un conseiller, une corporation ou une municipalité de campagne ou de village;».

5. L'article 23 de ce code est remplacé par le suivant:

«**23.** Les municipalités de comté sont nommées par l'article 12 de la Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11) et sont désignées sous le nom de «Municipalité du comté de ... (*nom du comté*)».».

6. L'article 25 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**25.** Tout territoire qui, avant la mise en vigueur du présent code, a été érigé en municipalité de village ou de campagne continue à former une municipalité locale fonctionnant d'après les dispositions du présent code sous le nom indiqué par la loi en vertu de laquelle il a été érigé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé sous l'autorité du présent code.».

7. L'article 88 de ce code, remplacé par l'article 248 du chapitre 51 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Si le maire d'une municipalité membre d'une municipalité de comté ou d'une municipalité régionale de comté est absent, refuse d'agir ou se trouve incapable de le faire, ou si le poste est vacant, le maire suppléant peut représenter cette municipalité aux réunions du conseil.».

8. L'article 112 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1934, remplacé par l'article 13 du chapitre 53 des lois de 1977 et modifié par l'article 42 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**112.** Les sessions ordinaires ou générales du conseil de comté sont tenues au moins une fois à tous les deux mois, aux jours fixés par règlement du conseil, dont l'une le quatrième mercredi de novembre. Celles du conseil local ont lieu le premier lundi de chaque mois, à moins qu'il n'en soit autrement réglé par le conseil.».

9. L'article 226 de ce code, modifié par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1941, remplacé par l'article 7 du chapitre 86 des lois de 1968 et l'article 4 du chapitre 82 des lois de 1969 et modifié par l'article 13 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) si elle ou son conjoint est inscrit au rôle d'évaluation dans la municipalité comme locataire et si elle est domiciliée dans cette municipalité depuis au moins vingt-quatre mois avant la date de la mise en nomination ou de la nomination par le conseil ou par le ministre des Affaires municipales, ou

«*b*) si elle réside dans la municipalité et si elle ou son conjoint est inscrit au rôle d'évaluation dans cette municipalité comme propriétaire depuis au moins vingt-quatre mois avant la date de la mise en nomination ou de la nomination par le conseil ou par le ministre des Affaires municipales.».

10. L'article 244*a* de ce code, édicté par l'article 1 du chapitre 120 des lois de 1933, modifié par l'article 4 du chapitre 74 des lois de 1950 et l'article 21 du chapitre 86 des lois de 1968 et remplacé par l'article 47 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant:

«*a*) une personne physique, majeure et possédant la citoyenneté canadienne, locataire d'immeuble dans la municipalité à la date de l'adoption du règlement ou de la résolution donnant ouverture à ce droit ou à ce privilège, ou inscrite au rôle d'évaluation comme propriétaire d'un immeuble à cette date;».

11. L'article 257*f* de ce code, édicté par l'article 273 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Il doit prendre connaissance des résolutions déposées conformément à l'article 244*a* et ajouter à la suite du nom de la corpora-

tion, de la société commerciale ou de l'association, le nom du représentant désigné par la résolution.».

12. L'article 257*i* de ce code, édicté par l'article 273 du chapitre 72 des lois de 1979 et modifié par l'article 52 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**257*i*.** Le présent chapitre s'applique, en l'adaptant, dans le cas où un règlement ou une résolution du conseil est soumis à l'approbation des personnes habiles à voter, sauf lorsque les électeurs propriétaires sont seuls habiles à voter, ou dans le cas où une question fait l'objet d'une consultation de ces personnes.».

13. L'article 275 de ce code, modifié par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1950, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

««Je jure (*ou j'affirme*) que je suis citoyen canadien, que rien ne m'a été donné ou promis pour m'engager à voter à cette élection, que je suis habile à voter à cette élection, que je suis âgé d'au moins dix-huit ans, et que je n'ai pas déjà voté à cette élection. Ainsi que Dieu me soit en aide».».

14. L'article 399 de ce code, modifié par l'article 259 du chapitre 51 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

«Les dispositions du présent paragraphe sont impératives pour toute corporation de village.».

15. L'article 404 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 106 des lois de 1921, l'article 1 du chapitre 90 des lois de 1929 et l'article 28 du chapitre 36 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

«Une corporation de village peut, en outre, empêcher la construction de tels établissements et faire disparaître les abattoirs déjà en existence dans sa municipalité.».

16. L'article 412*ai* de ce code, édicté par l'article 2 du chapitre 83 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Lorsque le budget n'est pas entré en vigueur le 1^{er} janvier, l'une des corporations peut demander la conciliation sur ce point et l'article 412*bb* s'applique, en l'adaptant. Le recours prévu par l'article 412*bc* ne peut être exercé dans ce cas.».

17. L'article 414a de ce code, édicté par l'article 15 du chapitre 94 des lois de 1928, est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1 et 2 par ce qui suit:

«**414a.** Une corporation locale, autre qu'une corporation de village, peut faire, amender ou abroger des règlements:».

18. L'intitulé du chapitre troisième du titre XV de ce code est remplacé par le suivant:

«DES RÈGLEMENTS QUI PEUVENT ÊTRE FAITS
PAR LES CORPORATIONS DE VILLAGE».

19. L'article 415 de ce code est remplacé par le suivant:

«**415.** Une corporation de village peut, en plus des pouvoirs accordés par le chapitre deuxième du présent titre, faire, amender ou abroger des règlements sur chacune des matières mentionnées dans le présent chapitre.».

20. L'article 416 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1 à 10 par ce qui suit:

«**416.** Une corporation de village peut faire, amender ou abroger des règlements:».

21. L'article 417 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1 à 7 par ce qui suit:

«**417.** Une corporation de village peut faire, amender ou abroger des règlements:».

22. L'article 418 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1 et 2 par ce qui suit:

«**418.** Une corporation de village peut faire, amender ou abroger des règlements:».

23. L'article 419 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1 à 14 par ce qui suit:

«**419.** Une corporation de village peut faire, amender ou abroger des règlements:».

24. L'article 443e de ce code, édicté par l'article 34 du chapitre 53 des lois de 1977, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une corporation locale ou de comté peut, par règlement, contracter une assurance de responsabilité au bénéfice de ses fonctionnaires et employés.».

25. L'article 443*h* de ce code, édicté par l'article 64 du chapitre 16 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

«**443*h*.** Les membres du conseil d'une corporation locale ou de comté, tant qu'ils demeurent en fonction, peuvent participer, aux mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires et employés mentionnés à l'article 443*e*, aux assurances collectives et à l'assurance de responsabilité contractées par cette corporation en vertu de cet article.».

26. L'article 460 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1922, 1^{re} session, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Les chemins dans les municipalités de village sont des chemins de front, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le conseil.».

27. L'article 548 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Conclure avec les corporations rurales et les corporations de village dont la population est moindre que quatre mille âmes, situées dans les limites du comté, des arrangements pour leur en accorder l'usage pour leurs chemins, et fixer le prix de tel usage, ou en accorder l'usage gratuit;».

28. L'article 686 de ce code est remplacé par le suivant:

«**686.** Dans les municipalités de village dont la population dépasse dix mille âmes, d'après le dernier recensement général, ou un recensement particulier, certifié par le maire ou le secrétaire-trésorier, les taxes destinées à payer l'intérêt de bons municipaux émis dans le but de subvenir aux frais de construction d'aqueducs ou de canaux souterrains, comme celles destinées au paiement du fonds d'amortissement ou au rachat de ces bons, peuvent être imposées sur la valeur du revenu annuel des biens-fonds imposables affectés au paiement du fonds d'amortissement ou au rachat de ces bons, et doivent être prélevées d'après le dernier rôle d'évaluation.».

29. L'article 771 de ce code, remplacé par l'article 22 du chapitre 60 des lois de 1918, modifié par l'article 8 du chapitre 34 des lois de 1926, l'article 21 du chapitre 94 des lois de 1928, l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1937 et l'article 11 du chapitre 69 des lois de

1942 et remplacé par l'article 31 du chapitre 77 des lois de 1947, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**771.** Lorsque les dettes d'une corporation locale, y compris ce qu'elle doit à la corporation de comté, ont atteint dix pour cent de la valeur des biens-fonds imposables, s'il s'agit d'une municipalité rurale, ou quinze pour cent de la valeur de ces biens-fonds s'il s'agit d'une municipalité de village, tout autre emprunt ou obligation contracté par cette corporation doit, pour être valide, être décrété par règlement approuvé par les contribuables, conformément aux dispositions de l'alinéa suivant, par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec.»

30. L'article 70.10 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 73 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

31. L'article 148.1 de cette loi, édicté par l'article 74 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cette annexe mentionne toutes les personnes, sociétés commerciales et associations qui sont locataires d'immeubles dans la municipalité et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne.»

32. L'article 148.2 de cette loi, édicté par l'article 74 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsqu'une loi générale ou spéciale confère un droit mentionné au premier alinéa aux électeurs, le mot «électeurs» s'entend des locataires mentionnés au premier alinéa et des propriétaires inscrits au rôle d'évaluation qui, dans le cas des personnes physiques, sont majeurs et possèdent la citoyenneté canadienne.»

33. L'article 148.3 de cette loi, édicté par l'article 74 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Toute personne, société commerciale ou association qui est locataire d'un immeuble dans la municipalité lors de l'adoption du règlement ou de la résolution conférant un droit mentionné au premier alinéa et, s'il s'agit d'une personne physique, qui est majeure et possède la citoyenneté canadienne à cette date, peut exiger d'être inscrite sur l'annexe à la liste électorale lors de la révision relative à ce droit. À ces fins, l'ordonnance du ministre des Affaires municipales mentionnée au paragraphe c du deuxième alinéa

est censée être un tel règlement ou résolution, lorsqu'il n'y a pas eu requête conjointe au préalable.».

34. L'article 464 de cette loi, modifié par l'article 80 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 10° par les suivants:

«Le conseil peut, par règlement, contracter une assurance de responsabilité au bénéfice de ses fonctionnaires et employés.

Les membres du conseil, tant qu'ils demeurent en fonction, sont autorisés à participer, aux mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires et employés mentionnés au présent paragraphe, aux assurances collectives et à l'assurance de responsabilité contractées par le conseil en vertu de ce paragraphe.».

35. L'article 658 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

«2. S'il les approuve, le gouvernement émet une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que trente jours de la date de la proclamation, le territoire de la municipalité y mentionnée, situé en totalité ou en partie dans le même district judiciaire que la municipalité dans laquelle une Cour municipale est déjà établie, est soumis à la juridiction de cette Cour municipale, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une seule, mais pour ces fins seulement.».

36. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 658, des suivants:

«**659.** Le conseil d'une municipalité peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, adopter un règlement abrogeant un règlement soumettant son territoire à la juridiction de la Cour municipale d'une autre municipalité.

«**660.** Une copie certifiée conforme de ce règlement est transmise au gouvernement, accompagnée d'une requête demandant son approbation, ainsi que l'émission d'une proclamation décrétant sa mise en vigueur.

Le gouvernement peut exiger du conseil de chacune des deux municipalités tous les documents et renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer de l'opportunité ou de l'inopportunité du règlement; les fonctionnaires ou employés de chacune des deux municipalités sont tenus de les lui fournir.

«**661.** Le gouvernement peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement.

S'il l'approuve, le gouvernement émet une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que trente jours de la date de la proclamation, le territoire de la municipalité y mentionnée cesse d'être soumis à la juridiction de la Cour municipale de l'autre municipalité.

Le gouvernement peut décréter les conditions relatives à la fin de cet assujettissement.».

37. La formule 7 de cette loi est modifiée par le remplacement des mots «sept heures jusqu'à dix-sept heures dans chacun des arrondissements de votation» par les mots «neuf heures jusqu'à (*inscrire ici «dix-huit heures» ou l'heure fixée par règlement du conseil*) dans chacune des sections de vote.».

38. La formule 19 de cette loi est modifiée par le remplacement, dans la partie qui illustre le verso du talon du bulletin de vote, des mots «*Ici doivent être apposées les initiales du scrutateur*» par les mots «*Ici doit être inscrit le numéro inscrit dans le cahier de votation en regard du nom de l'électeur à qui est remis le bulletin*».

39. L'article 7 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72) est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

«2. S'il les approuve, le gouvernement émet une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que trente jours de la date de la proclamation, le territoire de la municipalité y mentionnée, situé en totalité ou en partie dans le même district judiciaire que la municipalité dans laquelle une Cour municipale est déjà établie, est soumis à la juridiction de cette Cour municipale, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une seule, mais pour ces fins seulement.».

40. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, des suivants:

«**7.1** Le conseil d'une municipalité peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, adopter un règlement abrogeant un règlement soumettant son territoire à la juridiction de la Cour municipale d'une autre municipalité.

«**7.2** Une copie certifiée conforme de ce règlement est transmise au gouvernement, accompagnée d'une requête demandant son approbation, ainsi que l'émission d'une proclamation décrétant sa mise en vigueur.

Le gouvernement peut exiger du conseil de chacune des deux municipalités tous les documents et renseignements qu'il juge

nécessaires pour s'assurer de l'opportunité ou de l'inopportunité du règlement; les fonctionnaires ou employés de chacune des deux municipalités sont tenus de les lui fournir.

«**7.3** Le gouvernement peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement.

S'il l'approuve, le gouvernement émet une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que trente jours de la date de la proclamation, le territoire de la municipalité y mentionnée cesse d'être soumis à la juridiction de la Cour municipale de l'autre municipalité.

Le gouvernement peut décréter les conditions relatives à la fin de cet assujettissement.».

41. La Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8) est modifiée par l'insertion, après l'article 39, du suivant:

«**39.1** Le conseil d'administration peut imposer la taxe foncière générale à des taux différents selon les parties de la municipalité qu'il détermine.».

42. L'article 73 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13), remplacé par l'article 10 du chapitre 83 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**73.** Le conseil d'une municipalité visée à l'article 64 peut conclure une entente, conformément à la loi qui la régit, avec une autre telle municipalité, concernant des lieux de détention ou un service de police. L'entente prévoit, le cas échéant, que le territoire d'une municipalité qui y est partie est soumis à la juridiction d'un corps policier. Dans ce dernier cas, aux fins de l'article 64, les municipalités parties à l'entente sont censées établir et maintenir un corps de police dans leur territoire.

L'entente est conclue pour une période d'au plus cinq ans et doit être approuvée par la Commission; à défaut d'avis écrit de six mois donné par une des parties, elle se renouvelle pour la période prévue initialement ou pour toute autre période convenue par les parties.

Lorsque l'entente prévoit la constitution d'une régie intermunicipale, cette régie constitue une municipalité au sens de la présente loi.».

43. L'article 27 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**27.** Le conseil peut, par règlement approuvé au préalable par le ministre, conclure une entente avec l'Administration régionale par laquelle il lui délègue l'exercice et l'administration de services municipaux ou de fonctions spécifiés par l'entente.».

44. La version française du paragraphe 5 de l'article 40 de cette loi est modifiée par l'insertion, à la troisième ligne, après le mot «par», des mots «un règlement adopté par».

45. L'article 168 de cette loi, modifié par l'article 141 du chapitre 25 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

«Une corporation municipale peut aussi, par règlement de son conseil approuvé au préalable par le ministre, conclure une entente avec l'Administration régionale par laquelle elle lui délègue l'implantation d'un service municipal dont l'établissement est décidé par la corporation, l'administration d'un service municipal établi par la corporation ou la coordination d'un tel service avec un service ou programme de l'Administration régionale ou d'une autre corporation municipale, ou l'exercice d'une fonction de la corporation. Une telle entente peut être conclue pour une période d'au plus deux ans, mais elle est renouvelable.».

46. La version anglaise du paragraphe 1 de l'article 173 de cette loi est remplacée par la suivante:

«(1) to authorize an officer designated by it to visit and examine all moveable and immoveable property, as also the interior or exterior of any house, building or edifice, to ascertain if the by-laws of the council are executed; for the purpose of adopting any measure deemed necessary for public security; to require the occupants of such property, buildings and edifices to admit such officers of the municipal corporation;».

47. L'article 174 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 11 par le suivant:

«11. pour défendre de jeter ou déposer des déchets et pour en prévoir la collecte, l'enlèvement et l'élimination; pour prévoir la vidange périodique des réservoirs d'eaux usées; pour imposer annuellement une compensation au propriétaire, locataire ou occupant de chaque maison, magasin ou autre bâtiment pour les services de collecte, d'enlèvement et d'élimination des déchets et de vidange périodique des réservoirs d'eaux usées, d'un montant égal pour chacun ou fixé suivant les catégories que le règlement détermine;».

48. La version anglaise de l'article 203 de cette loi est remplacée par la suivante:

«**203.** All public works of the municipal corporation are performed at the expense of the municipal corporation, which either has them done by its own employees or orders them by contract awarded and passed according to the rules set forth in this title.».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 218, du suivant:

«**218.1** Jusqu'à ce qu'il impose une taxe foncière, le conseil peut imposer annuellement une compensation au propriétaire, locataire ou occupant de chaque maison, magasin ou autre bâtiment, d'un montant égal pour chacun ou fixé suivant les catégories qu'il détermine, pour l'administration générale de la corporation et pour l'ensemble des services municipaux pour lesquels une taxe ou compensation spécifique ne peut être imposée.».

50. L'article 365 de cette loi, remplacé par l'article 143 du chapitre 25 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**365.** L'Administration régionale peut, par ordonnance approuvée au préalable par le ministre, conclure une entente par laquelle une corporation municipale du territoire lui délègue l'implantation d'un service municipal dont l'établissement est décidé par la corporation, l'administration d'un service municipal établi par la corporation ou la coordination d'un tel service avec un service ou programme de l'Administration régionale ou d'une autre corporation municipale, ou l'exercice d'une fonction de la corporation. Une telle entente peut être conclue pour une période d'au plus deux ans, mais elle est renouvelable.».

51. L'article 1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, chapitre 51) est modifié par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant:

«7° «opération cadastrale»: une division, une subdivision, une nouvelle subdivision, une redivision, une annulation, une correction, un ajouté ou un remplacement de numéros de lots fait en vertu de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1) ou des articles 2174, 2174a, 2174b ou 2175 du Code civil;».

52. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Avis de l'adoption de cette résolution est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité régionale de comté.».

53. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité régionale de comté.».

54. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité régionale de comté.».

55. L'article 34 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**34.** Une municipalité sur le territoire de laquelle est en vigueur un plan directeur, un plan d'urbanisme, un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction est tenue de le modifier, s'il y a lieu, pour le rendre conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et d'en transmettre une copie, qu'il ait ou non été modifié, au conseil de la municipalité régionale de comté, ainsi qu'à la Commission pour enregistrement, dans les vingt-quatre mois de l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement.».

56. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité et est transmis au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les fins du cadastre. Lorsque cette entrée en vigueur résulte de la délivrance d'un certificat de conformité mettant fin aux mesures de contrôle intérimaire, mention en est faite dans l'avis transmis au ministre de l'Énergie et des Ressources.

Dans le cas où la municipalité n'a pas fait la modification visée à l'article 34 parce qu'elle estimait qu'il y avait conformité, le deuxième alinéa ne s'applique pas et un avis indiquant que le plan ou le règlement a fait l'objet d'un certificat de conformité est publié conformément au troisième alinéa, en l'adaptant.».

57. L'article 53 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité régionale de comté.».

58. L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**64.** Le règlement de contrôle intérimaire peut soustraire à l'application de ses dispositions ou de l'une d'entre elles la totalité

ou une partie du territoire d'une municipalité, pourvu que ce territoire soit déjà régi par un règlement de zonage, un règlement de lotissement et un règlement de construction.».

59. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 3°, 4° et 5° par les suivants:

«3° les conditions pour lever les interdictions prévues au paragraphe 2° au moyen de la délivrance d'un permis par le fonctionnaire désigné par le conseil de la municipalité régionale de comté, que ces conditions soient ou non prévues à l'article 62;

«4° les règles particulières en matière de zonage, de lotissement ou de construction et d'émission des permis et certificats requis, auquel cas les articles 113, 115, 116 et 118 à 122 s'appliquent, en les adaptant;

«5° les modalités administratives de la délivrance des permis par le fonctionnaire désigné par le conseil de la municipalité régionale de comté, y compris, le cas échéant, la transmission à ce fonctionnaire des demandes de permis présentées au fonctionnaire désigné de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé à la demande.».

60. L'article 67 de cette loi est modifié par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

«Le ministre, dès qu'il reçoit copie du règlement, doit indiquer par écrit à la municipalité régionale de comté la date de cette réception. Le secrétaire-trésorier transmet immédiatement copie de cet écrit à chaque municipalité qui fait partie du territoire de la municipalité régionale de comté. Il inscrit de plus la date de la réception à la marge du livre des délibérations, en face du règlement de contrôle intérimaire.».

61. L'article 68 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**68.** Sous réserve des articles 69 à 71.2, un règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa réception par le ministre. Toutefois, si ce dernier a indiqué par écrit son intention de ne pas désavouer le règlement, celui-ci entre en vigueur à la date où le ministre transmet cet écrit à la municipalité régionale de comté ou à la date ultérieure qu'il fixe dans cet écrit. L'une ou l'autre de ces dates doit être postérieure à l'expiration des quarante-cinq jours suivant la réception du règlement par le ministre et antérieure à l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant cette réception.

Avis de son entrée en vigueur est publié par la municipalité régionale de comté dans un journal diffusé dans son territoire.

Une copie de ce règlement avec avis de la date de son entrée en vigueur est également transmise par la municipalité régionale de comté au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les fins du cadastre.».

62. L'article 69 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**69.** Dès l'adoption du règlement de contrôle intérimaire et jusqu'à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de sa réception par le ministre, une municipalité qui fait partie du territoire de la municipalité régionale de comté peut, par demande écrite indiquant les motifs de son opposition et, s'il y a lieu, les modifications souhaitées, demander au ministre de modifier ou de désavouer en tout ou en partie le règlement de contrôle intérimaire.».

63. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 71, des suivants:

«**71.1** Malgré l'article 72, le conseil de la municipalité régionale de comté, à la majorité des voix de ses membres, peut, par résolution, modifier le règlement de contrôle intérimaire, pourvu que copie de la résolution parvienne au ministre avant l'entrée en vigueur du règlement. Le quatrième alinéa de l'article 67 s'applique, en l'adaptant, lorsque le ministre reçoit copie de la résolution. La réception par le ministre de cette copie suspend l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire.

Le ministre peut ordonner à la municipalité régionale de comté de transmettre copie de la résolution à chacune des municipalités qui font partie de son territoire et aux municipalités régionales de comté adjacentes. Dans ce cas, l'article 69 et les deux premiers alinéas de l'article 70 s'appliquent, en les adaptant, au règlement modifié, sauf que les délais sont de trente jours et, dans le cas de l'article 69, le délai court à compter de la réception par le ministre de la résolution.

Le ministre peut, à l'égard du règlement modifié, exercer le pouvoir prévu par le troisième alinéa de l'article 70 dans les soixante jours de la réception de la copie de la résolution.

«**71.2** Le règlement de contrôle intérimaire, s'il fait l'objet d'une modification visée à l'article 71.1, entre en vigueur soixante jours après la réception de la copie de la résolution de modification par le ministre. Toutefois, si ce dernier a indiqué par écrit, après avoir reçu copie de la résolution, son intention de ne pas désavouer le règlement, celui-ci entre en vigueur à la date où le ministre transmet cet écrit à la municipalité régionale de comté ou à la date ultérieure qu'il fixe dans cet écrit. L'une ou l'autre de ces dates

doit être antérieure à l'expiration des soixante jours suivant la réception de la copie de la résolution par le ministre et, si le deuxième alinéa de l'article 71.1 s'applique, postérieure à l'expiration des trente jours suivant cette réception.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 68 s'appliquent au règlement qui entre en vigueur conformément au présent article.».

64. L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsqu'un permis est requis suivant l'article 65, aucun enregistrement d'une opération cadastrale ne peut être valablement effectué sans la production d'un certificat du fonctionnaire désigné par le conseil de la municipalité régionale de comté attestant qu'il a délivré le permis requis.».

65. L'article 81 de cette loi est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«Avis de l'adoption de cette résolution est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité.».

66. L'article 86 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Copie de cette résolution est transmise dès son adoption à la municipalité et à la Commission, pour enregistrement.».

67. L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Cependant, si un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction est en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du plan d'urbanisme ou de sa modification, le conseil est, le cas échéant, tenu dans le même délai de modifier ce règlement de zonage, ce règlement de lotissement ou ce règlement de construction pour le rendre conforme au plan d'urbanisme et d'en transmettre une copie à la municipalité régionale de comté, s'il y a lieu, et à la Commission pour enregistrement, qu'il ait ou non été modifié; l'approbation prévue aux articles 131 à 145 n'est pas requise dans le présent cas.

Lorsque le conseil estime que le règlement de zonage, le règlement de lotissement ou le règlement de construction est conforme au plan d'urbanisme, la municipalité doit publier un avis dans lequel elle indique son intention de ne pas modifier, pour cette raison, ce règlement pour le rendre conforme au plan d'urbanisme.

Les trois premiers alinéas ne s'appliquent pas à une municipalité qui fait partie du territoire d'une municipalité régionale de

comté où est en vigueur une résolution prévue à l'article 4 ou un schéma d'aménagement.».

68. L'article 103 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **103.** Cinq propriétaires ou locataires d'un immeuble situé dans le territoire de la municipalité peuvent demander par écrit à la Commission un avis de conformité dans les quarante-cinq jours:

1° de l'adoption d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction visé au premier alinéa de l'article 102;

2° de l'adoption d'un règlement modifiant un règlement de zonage, de lotissement ou de construction visé au deuxième alinéa de cet article; ou

3° de la publication de l'avis visé au troisième alinéa de cet article.».

69. L'article 105 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **105.** Le règlement de zonage, de lotissement ou de construction visé à l'article 102 entre en vigueur, ou, dans le cas visé au troisième alinéa de cet article, est réputé conforme au plan d'urbanisme:

1° à l'expiration du délai prévu par l'article 103, lorsqu'aucun avis n'a été demandé à la Commission, ou

2° quinze jours après l'avis favorable de la Commission.

Avis de son entrée en vigueur ou, dans le cas visé au troisième alinéa de l'article 102, de sa conformité est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité et affiché au bureau de la municipalité. Copie de cet avis est transmise au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les fins du cadastre.

Lorsque l'entrée en vigueur ou la conformité a pour effet de mettre fin à l'application des mesures de contrôle intérimaire en vertu des articles 111 ou 112, mention en est faite dans l'avis transmis au ministre de l'Énergie et des Ressources.

À compter de la date de son entrée en vigueur conformément au présent article, le règlement est réputé conforme au plan d'urbanisme.

Pour les fins des articles 111 et 112, un règlement visé au troisième alinéa de l'article 102 est censé entrer en vigueur lorsqu'il devient réputé conforme au plan d'urbanisme.».

70. L'article 109 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Une copie de cette résolution est, dès son adoption, transmise, s'il y a lieu, à la municipalité régionale de comté et au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les fins du cadastre; elle est aussi enregistrée à la Commission et publiée dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité.».

71. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité.».

72. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 112, du suivant:

«**112.1** Dans les cas visés aux articles 111 et 112, les mesures de contrôle intérimaire cessent de s'appliquer si le conseil abroge la résolution autorisant l'élaboration d'un plan d'urbanisme avant l'adoption de ce plan par règlement ou s'il abroge la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 109 avant l'adoption du règlement modifiant le plan d'urbanisme.

Une copie de la résolution d'abrogation, dans l'un ou l'autre cas, est, dès son adoption, transmise à la municipalité régionale de comté, s'il y a lieu, et au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les fins du cadastre; elle est aussi enregistrée à la Commission et publiée dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité.».

73. L'article 113 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 22° du deuxième alinéa par le suivant:

«22° déterminer, par zone, les usages permis dans toute partie d'une construction.».

74. L'article 115 de cette loi, modifié par l'article 398 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 8° du deuxième alinéa par le suivant:

«8° exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, autre qu'une annulation, une correction ou un remplacement de numéros de lots, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la municipalité, à des fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé dans un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation pour le terrain compris dans le plan, malgré l'applica-

tion de l'article 214 ou 217 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, chapitre 72), multipliée par le facteur établi pour le rôle par le ministre en vertu de cette loi, ou encore, exiger du propriétaire une partie en terrain et une partie en argent; le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de parcs ou de terrains de jeux et les terrains cédés à la municipalité en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux; la municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent paragraphe s'ils ne sont plus requis à des fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ce fonds spécial;».

75. L'article 123 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Un règlement ayant pour objet d'abroger ou modifier une disposition portant sur une matière visée aux paragraphes 1° à 6° et 10° à 22° du deuxième alinéa de l'article 113 n'entre en vigueur qu'après son approbation prévue aux articles 131 à 145.

Un règlement ayant pour objet d'abroger ou modifier une disposition portant sur une matière visée aux paragraphes 1°, 3° et 4° du deuxième alinéa de l'article 115 n'entre en vigueur qu'après son approbation prévue aux articles 131 à 145.».

76. L'article 154 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Avis de son entrée en vigueur est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité régionale de comté.».

77. L'article 176 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**176.** L'Éditeur officiel du Québec doit publier dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec* des lettres patentes délivrées au cours de l'année, avec la date de leur entrée en vigueur.».

78. L'article 187 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Au cas d'absence du maire ou de son refus ou incapacité d'agir, ou en cas de vacance de son poste, le maire suppléant de la municipalité représente celle-ci au conseil de la municipalité régionale de comté.».

79. L'article 188 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 34 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

« **188.** Sous réserve du deuxième alinéa, les représentants de toutes les municipalités dont le territoire fait partie de celui d'une municipalité régionale de comté sont habilités à participer aux délibérations et au vote du conseil.

Pour les fins de l'exercice des pouvoirs dévolus par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale à une corporation de comté et devant s'appliquer aux municipalités ou au territoire assujettis à sa juridiction, seuls les représentants de ces municipalités sont habilités à participer aux délibérations et au vote du conseil de la municipalité régionale de comté. ».

80. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 189, du suivant:

« **189.1** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, la municipalité régionale de comté peut conclure une entente par laquelle elle délègue tout ou partie de sa compétence en matière d'évaluation à une autre municipalité régionale de comté, à une municipalité ou à une communauté urbaine ou régionale possédant également compétence en cette matière.

L'entente peut viser un ou plusieurs des rôles des municipalités et territoires visés à l'article 27 du Code municipal et toucher un ou plusieurs des éléments de la compétence en matière d'évaluation.

Elle ne peut porter sur un rôle d'évaluation foncière ou locative postérieur au rôle d'évaluation visé à l'article 504 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Le deuxième alinéa de l'article 197 et les articles 198 à 201 de la Loi sur la fiscalité municipale s'appliquent à une entente prévue par le présent article. ».

81. L'article 205 de cette loi, modifié par l'article 399 du chapitre 72 des lois de 1979 et l'article 10 du chapitre 34 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

« **205.** Les dépenses d'une municipalité régionale de comté aux fins de l'exercice d'une fonction qui n'est pas prévue par le deuxième alinéa de l'article 188 se répartissent entre les municipalités dont le territoire fait partie de celui de la municipalité régionale de comté au prorata de l'évaluation uniformisée, au sens du paragraphe 40 de l'article 16 du Code municipal, des immeubles imposables de chaque municipalité, en tenant compte du deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article 423 de ce code, en l'adaptant.

Ces dépenses peuvent cependant être réparties selon un autre critère que détermine le conseil de la municipalité régionale de comté par règlement.

Les dépenses d'une municipalité régionale de comté aux fins de l'exercice d'une fonction prévue par le deuxième alinéa de l'article 188 se répartissent selon les règles prévues par ou en vertu de la loi qui prévoit la fonction ou, à défaut, par le Code municipal.

Autant dans l'application du premier alinéa que dans celle du deuxième, la municipalité régionale de comté peut imposer une taxe et effectuer un emprunt.

Toutefois, le terme d'un emprunt effectué par la municipalité régionale de comté pour les fins mentionnées au premier alinéa ne peut excéder cinq ans et un tel emprunt ne requiert que l'approbation du ministre et de la Commission municipale du Québec.».

82. L'article 262 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Le ministre peut décréter que, dans une municipalité ou une partie de municipalité qu'il délimite et où s'applique un règlement de contrôle intérimaire, les approbations mentionnées dans les dispositions visées aux paragraphes 4°, 6°, 7° et 10° de l'article 261 ne sont pas nécessaires.

Avis de ce décret est publié à la *Gazette officielle du Québec*.».

83. L'article 81 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, chapitre 72), modifié par l'article 19 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Le greffier expédie également au ministre, dans le même délai et de la même manière, l'avis d'évaluation relatif à un immeuble visé à l'article 255.».

84. L'article 108 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**108.** Pour l'audition d'une plainte portant sur une valeur foncière inférieure à 250 000 \$ ou sur une valeur locative inférieure à 25 000 \$, le Bureau siège dans le territoire de la corporation municipale où est situé l'immeuble en cause, sauf du consentement du plaignant.

Le président de la section peut regrouper plusieurs corporations municipales dans un rayon de cent kilomètres, aux fins du présent article, et désigner celle où le Bureau doit siéger.».

85. L'article 132 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **132.** Dans le cas où le rôle est modifié par l'évaluateur en vertu de l'article 174, la plainte à l'égard de cette modification doit être déposée avant l'expiration d'un délai de soixante jours suivant l'expédition au propriétaire du bien visé d'un avis de cette modification, conformément à l'article 180, ou, dans le cas d'une plainte formulée par le ministre au sujet d'un immeuble visé à l'article 255, avant l'expiration d'un délai de soixante jours suivant l'expédition au ministre d'une copie de l'avis. ».

86. L'article 135 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Doit également être jointe à la plainte la somme d'argent déterminée par le règlement adopté par le gouvernement conformément au paragraphe 8° de l'article 262, s'il y a lieu. Lorsqu'il rend sa décision sur la plainte, le Bureau peut ordonner que cette somme soit remboursée au plaignant.

Pour les fins du troisième alinéa, si une plainte porte sur plusieurs unités d'évaluation, il est censé y avoir une plainte par unité. ».

87. L'article 153 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une copie de cet avis est également transmise au ministre si la requête est relative à un immeuble visé à l'article 255. ».

88. L'article 174 de cette loi, modifié par l'article 24 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 12° par le suivant:

«12° donner suite à une des opérations cadastrales suivantes: une division, une subdivision, une nouvelle division, une redivision, une annulation, une correction, un ajouté ou un remplacement de numéros de lots fait en vertu de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1) ou des articles 2174, 2174a, 2174b ou 2175 du Code civil; »;

2° par le remplacement du paragraphe 13° par le suivant:

«13° effectuer les changements nécessaires quant aux renseignements requis aux fins de la surtaxe sur les terrains vagues desservis ou pas; ».

89. L'article 180 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Il transmet également au ministre une copie de l'avis s'il est relatif à un immeuble visé à l'article 255. ».

90. L'article 204 de cette loi, modifié par l'article 27 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant:

«2°.1 un immeuble appartenant à la Régie de la Place des arts;».

91. L'article 225 de cette loi, modifié par l'article 36 du chapitre 34 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

«**225.** Une personne visée à l'article 221 doit, dans les six mois qui suivent la fin de son exercice financier, transmettre au ministre du Revenu une déclaration selon la formule prescrite par ce dernier en vertu de l'article 265 ainsi qu'un état de son revenu brut imposable pour cet exercice.».

92. L'article 255 de cette loi, remplacé par l'article 44 du chapitre 34 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**255.** À l'égard d'un immeuble visé aux paragraphes 1° et 2°.1 de l'article 204, et à l'égard d'une place d'affaires située dans un tel immeuble, les montants sont égaux respectivement à la totalité des taxes foncières municipales et à la totalité des taxes d'affaires qui seraient exigibles si cet immeuble n'était pas exempt de taxe foncière et si l'activité exercée dans cette place d'affaires n'était pas exempte de taxe d'affaires.».

93. L'article 262 de cette loi, modifié par l'article 48 du chapitre 34 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«8° rendre obligatoire le versement d'une somme d'argent en même temps que le dépôt d'une plainte; afin de déterminer le montant de cette somme, prescrire un tarif, lequel peut prévoir des catégories de plaintes et peut fixer le montant en proportion de la valeur en litige si la plainte porte sur la valeur foncière ou la valeur locative.».

94. L'article 495 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**495.** Une commission scolaire ou une commission régionale ne peut exercer un pouvoir de taxation que dans les limites prévues par la présente loi et par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), malgré toute autre loi générale ou spéciale ou charte qui lui confère un tel pouvoir.».

95. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 515, du suivant:

«**515.1** Malgré l'article 100, une personne qui est membre du Bureau le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 33*) peut former seule une division du Bureau pour décider

des plaintes visées à l'article 108, bien qu'elle ne soit ni un avocat, ni un notaire, ni une personne qui a le droit d'agir comme évaluateur d'une municipalité en vertu de l'article 22.».

96. L'article 579.2 de cette loi, édicté par l'article 59 du chapitre 34 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Pour l'exercice de 1982, le premier alinéa s'applique, sauf que, pour les corporations municipales qui ne font pas partie de la Communauté urbaine de Montréal, le crédit maximum est de 5%.».

97. La Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (1980, chapitre 10) est modifiée par l'insertion, après l'article 29, des suivants:

«**29.1** À la suite de la conclusion d'une entente visée dans le troisième alinéa de l'article 21, la Société et la municipalité qui a conclu l'entente peuvent, si cette municipalité désire faire exécuter des travaux simultanément à ceux de la Société et dans le même secteur et qu'il serait avantageux de faire exécuter la totalité de ces travaux par un seul contractant, conclure une entente à cette fin.

Cette entente prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale.

«**29.2** L'entente peut entre autres prévoir ce qui suit:

1° la Société et la municipalité feront conjointement, chacune en son nom et pour ses travaux, une seule demande de soumissions et une seule adjudication de contrat; ou

2° la Société fera, en son nom et en celui de la municipalité, une seule demande de soumissions et une seule adjudication de contrat, auquel cas les dispositions régissant la Société en ces matières auront préséance sur celles régissant la municipalité.

L'entente peut aussi prévoir que la Société sera maître d'oeuvre des travaux de la municipalité qui sont visés par ses dispositions.

«**29.3** La demande de soumissions et le contrat doivent clairement faire état des obligations respectives de la Société et de la municipalité.

Dans le cas prévu par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29.2, la municipalité doit, après l'ouverture des soumissions par la Société, donner son consentement exprès à l'adjudication du contrat par celle-ci. À défaut de ce consentement, la Société n'adjuge le contrat que pour sa part et elle doit ne tenir

compte que de la partie de la soumission qui a trait à cette part pour déterminer à qui elle adjuge le contrat. Si la municipalité donne son consentement, elle doit signer le contrat.».

98. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 44, du suivant:

«**44.1** La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cas de travaux effectués en vertu d'une entente visée dans l'article 21.».

99. L'article 159 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), modifié par l'article 13 du chapitre 71 et l'article 145 du chapitre 49 des lois de 1972 et remplacé par l'article 34 du chapitre 103 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation du sous-ministre de l'Environnement, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés et autoriser la municipalité à exécuter ces travaux. À défaut d'entente entre la Communauté et les municipalités intéressées concernant la répartition du coût des travaux, cette répartition est fixée par le ministre de l'Environnement, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité intéressée.».

100. L'article 160 de cette loi, modifié par l'article 147 du chapitre 49 des lois de 1972 et remplacé par l'article 35 du chapitre 103 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus par l'article 35 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), le ministre ordonne l'exécution de travaux intermunicipaux par les municipalités qu'il désigne à moins que le comité exécutif de la Communauté n'ait indiqué au ministre que celle-ci consent à les exécuter. Dans ce dernier cas, le ministre ne peut en ordonner l'exécution que par la Communauté. Le ministre ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou les services fournis, qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.».

101. L'article 217 de cette loi, remplacé par l'article 57 du chapitre 103 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**217.** Le quorum des séances du conseil d'administration de la Commission est de la majorité des membres.

Chaque membre du conseil d'administration, y compris le président mais à l'exception du directeur général, a droit à un vote à toute séance du conseil d'administration; au cas d'égalité des voix, la décision est réputée être négative.».

102. L'article 172 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 12 du chapitre 90 des lois de 1971 et l'article 139 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation du sous-ministre de l'Environnement, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés et autoriser la municipalité à exécuter ces travaux. À défaut d'entente entre la Communauté et les municipalités intéressées concernant la répartition du coût des travaux, cette répartition est décrétée par le ministre de l'Environnement.».

103. L'article 173 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 90 des lois de 1971 et l'article 140 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) exercer à l'égard d'une municipalité les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), si ce n'est dans le cas où le ministre de l'Environnement se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre de l'Environnement ordonne l'exécution des travaux intermunicipaux prévus à l'article 35 par les municipalités qu'il désigne, à moins que la Communauté, après avoir été appelée par lui, ne consente à les exécuter. Si la Communauté consent à l'exécution des travaux, le ministre de l'Environnement ne peut alors en ordonner l'exécution que par la Communauté; le ministre de l'Environnement ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.».

104. L'article 174 de cette loi, modifié par l'article 14 du chapitre 90 des lois de 1971 et l'article 141 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les dépenses résultant des travaux et ouvrages prévus au présent article sont répartis selon l'article 257 à moins que, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité, le ministre de l'Environnement ne fixe lui-même la répartition du coût de ces travaux et ouvrages, des frais d'entretien ou d'exploitation de ceux-ci et le mode de paiement, y compris l'établissement d'une indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des travaux, ouvrages ou le service fourni par la Communauté.».

105. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 191, des suivants:

«**191a.** La Communauté peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc intermunicipal, qu'elle soit propriétaire ou non de l'emprise de ce parc. Sous réserve des articles 191b et 191c, ce règlement est sans effet quant aux tiers tant que la Communauté n'est pas devenue propriétaire de cet emplacement ou qu'elle n'a pas procédé à l'imposition d'une réserve sur cet emplacement.

«**191b.** À compter de l'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 191a, aucune municipalité ne peut modifier son plan directeur, son plan d'urbanisme ni ses règlements de zonage, de lotissement ou de construction de façon à permettre, dans le territoire d'un parc intermunicipal, un usage ou une occupation autre que ceux autorisés spécifiquement par le règlement de la Communauté.

«**191c.** Dès qu'un parc intermunicipal est établi, la Communauté peut conclure avec un propriétaire ou détenteur d'un droit sur un immeuble dans les limites de ce parc une entente prévoyant que:

a) le propriétaire ou détenteur conserve, dans les limites prescrites par l'entente, son droit sur l'immeuble pour la période fixée dans l'entente;

b) le propriétaire ou détenteur accorde à la Communauté un droit de préemption sur le droit qu'il détient;

c) le propriétaire ou détenteur s'engage à ne pas faire d'améliorations ou de modifications à l'immeuble sans le consentement du comité exécutif;

d) dans le cas d'une expropriation totale ou partielle du droit qu'il détient, le propriétaire ou détenteur ne pourra réclamer aucune indemnité en raison d'une plus-value dont pourrait bénéficier l'immeuble ou le droit qu'il possède sur celui-ci par suite de l'établissement d'un parc intermunicipal ou en raison d'améliora-

tions ou de modifications apportées à l'immeuble sans le consentement du comité exécutif ou avec ce consentement, si telle est l'entente conclue au moment où ce consentement a été accordé;

e) toute autre condition relative à l'utilisation de l'immeuble ou du droit.».

106. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 192, des suivants:

«**192a.** La Communauté peut, en rapport avec les parcs, centres de loisirs et autres équipements de loisirs à caractère intermunicipal, adopter des règlements pour:

a) assurer la protection et la conservation du milieu naturel et de ses éléments;

b) déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

c) fixer les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui y séjourne, y circule ou se livre à une activité et les droits qu'elle doit payer;

d) prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes, d'instruments de chasse ou d'agres de pêche;

e) prohiber ou réglementer l'utilisation d'embarcations, d'aéronefs, de motoneiges ou de tout autre véhicule;

f) prohiber complètement ou partiellement la chasse ou la pêche et déterminer les conditions auxquelles l'une ou l'autre est permise;

g) prohiber le transport et la possession d'animaux ou déterminer les conditions auxquelles la possession d'animaux est permise;

h) prohiber ou réglementer l'affichage;

i) assurer l'ordre et la propreté et le bien-être et la tranquillité des usagers;

j) prohiber certaines activités récréatives;

k) fixer les conditions de participation aux activités récréatives;

l) exploiter des immeubles et permettre, aux conditions qu'elle détermine, leur location, pour fins d'hébergement, de restauration ou de commerce nécessaire aux usagers;

m) prohiber ou réglementer l'exploitation de commerces;

n) déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;

o) déterminer les pouvoirs et devoirs des employés.

«**192b.** La Communauté et le ministre des Affaires culturelles peuvent conclure une entente portant sur l'application ou la non-application, totale ou partielle, d'une disposition de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4), relativement à un parc intermunicipal situé en totalité ou en partie dans un arrondissement naturel au sens de cette loi.

Une entente conclue en vertu du présent article prévaut sur une disposition inconciliable.».

107. L'article 279 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**279.** Le quorum des séances de la Commission de transport est de la majorité des membres.».

108. L'article 281 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une séance est convoquée par le président ou par les deux commissaires.».

109. L'article 282 de cette loi, modifié par l'article 15 du chapitre 73 des lois de 1972 et l'article 33 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**282.** Le président de la Commission préside les assemblées de cette dernière. Il signe les règlements et les procès-verbaux des assemblées qu'il préside. Il représente généralement la Commission dans toute fonction publique et pour la négociation de toute affaire intéressant la Commission. Il signe tout contrat, obligation, chèque, billet ou autre document comportant une dépense ou obligation de la part de la Commission.»;

2° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«Chaque commissaire, y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, la décision est réputée être négative.»;

3° par le remplacement du septième alinéa par les suivants:

«Au cas d'absence temporaire du président-directeur général, ce dernier peut, par une procuration écrite valable pour une durée n'excédant par un mois, déléguer ses pouvoirs à l'un des commissaires, en tout ou en partie. Cette procuration peut être générale ou limitée aux objets que le président détermine.

Sous réserve du septième alinéa, au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou de vacance de son poste, le commissaire que la Commission désigne à cette fin exerce les pouvoirs du président.».

110. L'article 154 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), modifié par l'article 156 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), si ce n'est dans le cas où le ministre de l'Environnement se borne à entériner une entente entre ces municipalités qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ne peut ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté; le ministre de l'Environnement ne peut établir la répartition du coût des ouvrages, des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou les services fournis qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.».

111. L'article 211 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**211.** Le président-directeur général est nommé pour un mandat de dix ans et les autres commissaires pour un mandat d'une durée que fixe le Conseil de la Communauté et qui ne peut excéder cinq ans. Néanmoins, un commissaire demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur.».

112. L'article 212 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

«Le quorum des séances de la Commission est de la majorité des membres.

Chaque commissaire, y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, la décision est réputée être négative.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président-directeur général ou de vacance de son poste, le commissaire que la Commission désigne à cette fin exerce les pouvoirs du président-directeur général.».

113. L'article 216 de cette loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

114. L'article 328 de cette loi, modifié par l'article 441 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**328.** Les dépenses de la Communauté, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif. Cette répartition porte intérêt au taux et à compter de la date fixés par le Conseil lors de l'adoption du budget.».

115. L'article 226 du Code municipal, remplacé pour le village de Deauville par l'article 7 du chapitre 86 des lois de 1916 (2^e session), est de nouveau remplacé pour ce village par le suivant:

«**226.** Est habile à exercer une charge municipale tout électeur de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi.».

116. La municipalité de la ville d'Oka-sur-le-Lac est annexée à la municipalité de la paroisse d'Oka. Le territoire ainsi annexé est celui décrit à l'article 2 de la Loi érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac (1942, chapitre 90). Les autres dispositions de cette loi cessent d'avoir effet.

Les actes, règlements et ordonnances de la corporation de la paroisse d'Oka ne s'appliquent au territoire annexé que dans la mesure où cette corporation y pourvoit par règlement.

117. L'article 55 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89), édicté par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

«**55.** Le quorum des séances de la commission est de la majorité des membres.

Chaque commissaire, y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, la décision est réputée être négative.».

118. L'article 27 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) est remplacé par le suivant:

«**27.** Le quorum des séances de la Commission est de la majorité des membres.

Chaque commissaire, y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, la décision est réputée être négative.».

119. L'article 30 de la Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais (1979, chapitre 95), modifié par l'article 397 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**30.** Une dette impliquant l'actuelle ville de Buckingham et qui survient à compter du 1^{er} janvier 1980 est répartie entre les municipalités constituées en vertu du présent chapitre à raison de la valeur totale des immeubles imposables situés dans leur territoire, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation alors en vigueur; la quote-part de chacune des municipalités est exigible dans les trente jours d'une demande du conseil de la ville de Buckingham à cet effet.».

120. Un règlement d'une corporation municipale relatif à la rémunération des membres de son conseil, adopté en 1980 en vertu de l'article 77e du Code municipal ou 65.6 de la Loi sur les cités et villes et prévoyant son application au 1^{er} janvier 1980, a cet effet rétroactif.

121. Le premier alinéa de l'article 112 du Code municipal continue de s'appliquer, à l'égard d'une corporation de comté, comme s'il n'avait pas été modifié par l'article 8, tant que cette corporation de comté n'a pas mis en vigueur un règlement en vertu du premier alinéa de l'article 112 de ce code comme il existe en tenant compte de la modification apportée par l'article 8.

122. Aucune personne ne peut être déclarée inhabile à remplir une fonction municipale pour la seule raison qu'elle a bénéficié à titre de membre du conseil d'une municipalité régie par le Code municipal ou la Loi sur les cités et villes, avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi n° 33*), d'une assurance de responsabilité contractée par la municipalité.

123. Un règlement, mis en vigueur avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi n° 33*), établissant une cour municipale dans une municipalité déjà soumise à la juridiction de la cour municipale d'une autre municipalité, est censé avoir mis fin à cet assujettissement.

124. Le budget de la municipalité de la Baie James, d'une corporation de village nordique ou d'une corporation municipale faisant partie de la Communauté urbaine de Montréal peut être modifié pour tenir compte des modifications apportées respective-

ment par l'article 41, les articles 47 et 49 et les articles 90, 92 et 96, même si le budget est entré en vigueur automatiquement.

Le budget d'un organisme dont une corporation mentionnée au premier alinéa adopte ou approuve le budget peut être modifié pour la même raison.

La modification peut être soumise au conseil de la corporation en tout temps. À compter de cette soumission, les règles relatives à l'adoption, à la transmission, à la contestation et à l'entrée en vigueur automatique du budget, s'il y a lieu, s'appliquent à cette modification, en les adaptant. Toutefois, si le conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers des voix, les délais prévus par ces règles peuvent être écourtés de la façon qu'il détermine.

Les deux premiers alinéas s'appliquent, s'il y a lieu, aux règlements, résolutions ou ordonnances devant accompagner le budget, ainsi qu'aux répartitions qui en découlent.

Aux fins de se prévaloir des modifications effectuées par les articles mentionnés au premier alinéa, une corporation peut adopter ou modifier un règlement, une résolution ou une ordonnance relatif à l'imposition ou au paiement d'une taxe ou d'une surtaxe pour l'exercice financier de 1982 même après le début de cet exercice financier.

Un tel règlement ou une telle résolution a effet à compter du 1^{er} janvier 1982.

125. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, le mandat des membres du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal lors de l'entrée en vigueur de la présente loi est prolongé d'un an, pourvu qu'ils demeurent membres du Conseil de la Communauté. Durant cette prolongation, ils gardent la fonction qu'ils occupent au sein du comité exécutif lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

126. Si le Conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais n'a pas, lors de l'adoption de son budget pour l'exercice financier de 1982, fixé le taux d'intérêt et la date visés à l'article 328 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais modifié par l'article 114, il peut le faire par un règlement distinct du budget.

127. Les articles 90 et 92 ont effet à compter du début de l'exercice financier municipal de 1982.

128. L'article 98 a effet depuis le 18 juin 1980.

129. L'article 115 a effet depuis le 17 mai 1941.

130. L'article 119 a effet depuis le 17 mai 1979.

131. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 116, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1982.